

Communiqué de presse

Vendredi 28 septembre 2012

Stratégie énergétique : davantage de clarté souhaitée

Impression mitigée par rapport au projet soumis en consultation par le Conseil fédéral

Par rapport à la sortie du nucléaire, economiesuisse a toujours souligné que l'économie n'est liée à aucune technologie. L'objectif premier de la politique énergétique doit être de garantir la sécurité d'approvisionnement, de préserver la compétitivité et l'indépendance stratégique ainsi que d'atteindre les objectifs climatiques.

Le Conseil fédéral a mis en consultation la stratégie énergétique 2050. Il est ainsi possible, pour la première fois depuis l'annonce de la nouvelle politique énergétique en mai 2011, d'évaluer des propositions concrètes. De nombreuses mesures méritent d'être soutenues car elles contribuent à l'efficacité énergétique et améliorent les conditions-cadre pour la construction d'installations et de réseaux électriques. Malheureusement, on ignore toujours comment la sécurité de l'approvisionnement sera garantie une fois que les centrales nucléaires auront cessé de fonctionner – en particulier pendant le semestre d'hiver où la consommation est plus élevée. Une augmentation massive des subventions en faveur des énergies renouvelables ne peut pas résoudre ce problème.

On ignore également ce qui se passera après 2020. Le Conseil fédéral lui-même reconnaît que le projet n'atteint que la moitié des objectifs visés et il ne précise pas comment réaliser l'autre moitié. Il doit présenter toutes les conséquences économiques et écologiques d'une décision d'une telle portée. Afin de réduire la consommation d'électricité dans la mesure requise, il faudra mettre en œuvre des mesures d'efficacité énergétique économiquement rentables, qu'il s'agit de soutenir. Mais des mesures plus incisives seront nécessaires, comme une réforme fiscale écologique ambitieuse et peu susceptible de réunir une majorité de voix. C'est ce que confirment les données fournies par l'Office fédéral de l'énergie. Sur ces questions, le Conseil fédéral a adopté une approche peu assurée et ne se fonde pas sur une implication adéquate des milieux concernés, ce qui est très regrettable.

« La sécurité de l'approvisionnement et des prix de l'énergie compétitifs sont des piliers de la compétitivité de la Suisse – la stratégie du Conseil fédéral n'en tient pas suffisamment compte », a déclaré Pascal Gentinetta, président de la direction d'economiesuisse, au sujet du projet. Il a précisé, à l'adresse du Conseil fédéral, « nous avons besoin de réponses sur les moyens de garantir l'approvisionnement de la Suisse en hiver lorsque les énergies renouvelables locales ne sont pas disponibles ». L'économie reste prête à soutenir la Confédération dans l'élaboration de la stratégie énergétique avec son expertise et son savoir-faire technique. Elle combattra par contre un cavalier seul de la Suisse qui prendrait la forme d'une réforme fiscale écologique ou d'une taxe d'incitation élevée.

L'économie suisse attend également du Conseil fédéral qu'il implique davantage la population : « La stratégie énergétique 2050 constitue un changement stratégique pour tout le pays, qui mérite dans tous les cas une légitimation par la démocratie directe au niveau constitutionnel », a souligné Pascal Gentinetta.

Pour toutes questions :
Kurt Lanz, membre de la direction,
tél. +41 79 772 33 58, courriel kurt.lanz@economiesuisse.ch